



# PROCES-VERBAL

## CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 29 JANVIER 2024

(en application de l'article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Le vingt-neuf janvier deux mille vingt-quatre, à 17h30, le Conseil municipal s'est réuni en Mairie de Modane en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Claude RAFFIN, Maire.

**Séance ouverte à 17h30**

**Date de la convocation et d'affichage :**  
23 janvier 2024

**PRESENTS :** Jean-Claude RAFFIN - Yann CHABOISSIER - Thierry THEOLIER (arrivé à 17h46)- Laurence PETINOT-GAGNIERE - Humberto FERNANDES - Géraldine BOTTE – Christian SIMON - Daniel LOGER - Christa BALZER - Jean-Michel OSTORERO - Cornelia THEOLIER - Christophe CHAUVETON - Gabrielle GINDRE - Stéphanie KUSZINSKI - Stéphanie LEFOULON - Hakan TAT - Ludovic TISSIER – Erica SANDFORD (arrivée à 18h45)

**Nombre de conseillers municipaux**

☞ en exercice : 22

☞ présents : 17

☞ représentés : 3

☞ Absents : 2

**POUVOIRS :** Erica SANDFORD à Daniel LOGER (jusqu'à 18h45) - Véronique VISE à Humberto FERNANDES - Bruno COBUS à Cornelia THEOLIER

**ABSENTS :** Natacha BRENIER - Katia VIOLLEAU

**SECRETAIRE DE SÉANCE :** Ludovic TISSIER

**Nombre de suffrages exprimés : 20**

### ORDRE DU JOUR

- Désignation d'un secrétaire de séance
- Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 18 décembre 2023
- Présentation des décisions prises depuis le Conseil municipal du 18 décembre 2023

#### ADMINISTRATION GENERALE

1. Modification de la composition des commissions municipales
2. Vidéoprotection : demandes de subventions à la Région et à l'Etat

#### RESSOURCES HUMAINES

3. Tableau des emplois permanents au 1<sup>er</sup> janvier 2024
4. Création d'un emploi non permanent à temps complet pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité au service urbanisme
5. Centre de gestion de la Savoie : convention d'adhésion au service de médecine préventive 2024-2029
6. Modification du régime indemnitaire RIFSEEP

#### FONCIER – URBANISME – TRAVAUX - ENVIRONNEMENT

7. Lieu d'implantation de l'anneau de détection des bois mitraillés sur les terrains de l'ancien stand de tir
8. Bilan des acquisitions et cessions 2023
9. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre le SDES et la Commune pour les études et travaux coordonnés : enfouissement de réseaux « secs », mise en séparatif, rénovation de réseaux humides et réfection de la voirie – Quartier des Hauts de Loutraz

#### FINANCES

10. Débat d'orientation budgétaire 2024

- 11.** Budget principal : autorisation d'engagement et de mandatement des dépenses d'investissement année 2024
- 12.** OPAC de la Savoie : Garantie de prêt pour la réhabilitation des immeubles «Le Seuil» et «Les Sarrazins»
- 13.** Caisse d'allocations familiales de la Savoie: Convention d'objectifs et de financement 2024/2028

Monsieur le Maire informe l'assemblée du retrait de la délibération n°11 de l'ordre du jour.

➤ **APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DECEMBRE 2023**

A l'unanimité, le Conseil municipal approuve le procès-verbal de la séance du 18 décembre 2023.

➤ **PRESENTATION DES DECISIONS**

Monsieur le Maire présente les décisions qui ont été prises depuis la dernière séance du 18 décembre 2023, en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Conseil municipal n°2023-07-04 en date du 24 juillet 2023 lui donnant délégation pour la durée de son mandat.

| N°  | OBJET  |
|-----|--|
| 082 | Contrat de partenariat avec la SPL Haute-Maurienne Vanoise Tourisme pour l'accès aux porteurs du Pass Valfréjus à la ligne de bus n°1  |
| 083 | Contrat de partenariat avec la SPL Haute-Maurienne Vanoise Tourisme pour la gestion et l'animation du Muséobar   |
| 084 | Contrat de partenariat avec la SPL Haute-Maurienne Vanoise Tourisme pour la gestion et l'animation du Minigolf   |
| 085 | Renonciation au droit de préemption urbain sur la vente par Monsieur LONG Jean-Pierre et Madame LONG Christiane, de leur bien situé Résidence La Turra – 310 Rue du Cheval Blanc à Valfréjus au profit de Madame GIORGI Camille. |
| 086 | Renonciation au droit de préemption urbain sur la vente par Monsieur JACOB Marc, de son bien situé 820 et 930 Rue du Cheval Blanc à Valfréjus au profit de la Société BHLI représentée par Monsieur Laurent BOCQUET.             |
| 087 | Renonciation au droit de préemption urbain sur la vente par Madame TURGY Brigitte, de son bien situé 45 rue du 8 Septembre à Valfréjus au profit de Madame ZWIJSEN Tatiana.  |
| 088 | Contrat de location d'un appartement communal EMA-115-7 situé 115 Rue Saint-Anne.  |

=====

➤ **DELIBERATIONS**

|            |  |
|------------|--|
| 2024-01-01 | Modification de la composition des commissions municipales |
|------------|--|

Monsieur le Maire rappelle la délibération n° 2020/06/06 du 02 juin 2020 par laquelle les commissions municipales ont été instituées.

Pour faire suite à la démission de Madame Laure MAURETTE en date du 17 janvier 2024, il convient de modifier la constitution de ces commissions.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve la modification de la composition des commissions municipales énumérées par Monsieur le Maire et la désignation des membres qui, outre le Maire, Président de droit, composeront chaque commission municipale conformément à l'annexe jointe au procès-verbal.**

|            |   |
|------------|---|
| 2024-01-02 | Vidéoprotection : demandes de subventions à la Région et à l'Etat |
|------------|---|

M. LOGER indique que l'article 42 de la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés a prévu de nouvelles possibilités pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'acquérir, d'installer et d'entretenir des dispositifs de vidéoprotection mutualisés.

L'instruction du gouvernement n° TERB2205640J du 4 mars 2022 explicite la façon dont les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre des systèmes de vidéoprotection à la suite de ces nouvelles dispositions.

L'installation d'un système de vidéoprotection demandant un investissement lourd pour une commune, les services municipaux peuvent recourir aux aides octroyées par l'État.

Dans ce cadre, deux subventions peuvent être accordées :

- Le Fond interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) à vocation à financer des travaux de mise en place de systèmes de vidéoprotection. Le taux de financement est décidé au cas par cas selon la nature du projet, sa dimension et de l'enveloppe budgétaire disponible. Les collectivités territoriales peuvent obtenir jusqu'à 50% de financement de leurs projets d'installation et 100% du raccordement de leur réseau de vidéosurveillance aux centres de police ou de gendarmerie. Cette participation, ne couvrant donc ni la maintenance, ni les coûts d'utilisation.
- La Région octroie des aides à l'installation de systèmes de vidéoprotection sur les espaces publics (abords des lycées, zones d'activités, écoles maternelles et élémentaires, locaux abritant des forces de l'ordre...). Les calculs de subvention s'effectuent au taux maximum de 50% du total des dépenses éligibles Hors Taxe.

Le coût de l'installation envisagée est estimé à 50 000 € HT soit 60 000 € TTC, il est donc proposé à l'assemblée de solliciter auprès de l'Etat et la Région les subventions les plus élevées possibles.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 15 voix pour, 2 contre (Ludovic TISSIER, Humberto FERNANDES) et 3 abstentions (Christa BALZER, Christophe CHAUVETON, Véronique VISE)**

- **Approuve l'installation d'un système de vidéoprotection et sollicite l'Etat et la région afin d'obtenir les subventions les plus élevées possibles.**
- **Autorise M. le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier.**

|            |   |
|------------|---|
| 2024-01-03 | Tableau des effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 |
|------------|---|

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant. Il appartient donc à l'assemblée délibérante de fixer l'effectif des emplois permanents à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Consécutivement aux créations et suppressions de postes intervenues en 2023, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs.

Par conséquent, il est proposé d'approuver le tableau des effectifs communaux au 1<sup>er</sup> janvier 2024 conformément à l'annexe jointe au procès-verbal.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve le tableau des effectifs au 1er janvier 2024 conformément à l'annexe jointe au procès-verbal.**

|            |  |
|------------|--|
| 2024-01-04 | Création d'un emploi non permanent à temps complet pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité au service urbanisme |
|------------|--|

Monsieur le Maire rappelle que les collectivités locales peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article L.332-23 2° du code général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité, pour une durée de six mois sur une période consécutive de douze mois, renouvellement compris.

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour assurer la gestion et le suivi des dossiers d'urbanisme, participer à la modification du PLU, suivre et actualiser le cadastre, assurer la gestion du cimetière, préparer les actes notariés et les délibérations, il convient de créer un emploi non permanent pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité, afin de procéder au recrutement d'un agent contractuel.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **Approuve la création d'un emploi non permanent à temps complet pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité sur le grade de Technicien, relevant de la catégorie B, à compter du 1er février 2024 pour une durée de six mois.**
- **Dit que cet emploi sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée.**
- **Dit que la rémunération de cet agent sera calculée par référence à la grille indiciaire des Techniciens, ainsi qu'éventuellement le supplément familial de traitement, les heures supplémentaires si nécessité de service et le cas échéant les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.**
- **Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget.**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>2024-01-05</b> | <b>Convention d'adhésion au service de médecine préventive du Cdg 73</b> |
|-------------------|--|

Monsieur le Maire rappelle que les employeurs territoriaux doivent disposer d'un service de médecine préventive dans les conditions définies aux articles L 812-3 à L812-5 du Code général de la fonction publique.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie met en œuvre depuis de nombreuses années un service de médecine préventive. Le financement de ce service est assuré par une cotisation additionnelle qui s'établit, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023, à 0,42% de la masse salariale.

Il est proposé à l'assemblée d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service de médecine préventive du Cdg73, pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, étant précisé que la convention peut être résilier au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sous réserve d'un préavis de six mois.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve la convention susvisée et annexée à la présente délibération.**
- **Autorise Monsieur le Maire à la signer.**
- **Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024.**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>2024-01-06</b> | <b>Modification du régime indemnitaire RIFSEEP</b> |
|-------------------|--|

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.712-1, L.714-4 et L.714-5,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel dans la Fonction Publique d'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'application de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application aux corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application aux corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 15 décembre 2020 relatif à la définition des critères professionnels, à la prise en compte de l'expérience professionnelle et de la manière de servir en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité,

Considérant que conformément à l'article 2 du décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ses agents,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le RIFSEEP qui a vocation à devenir le régime indemnitaire de référence pour les cadres d'emplois éligibles,

Considérant le caractère exclusif du RIFSEEP qui se substitue à toutes les primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles mentionnées par l'arrêté du 27 août 2015 précité ainsi que la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction, de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) et des avantages collectivement acquis prévus par l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Considérant l'architecture en deux parts du RIFSEEP :

- Une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle,
- Un complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent.

Il est proposé à l'assemblée délibérante de modifier les cadres d'emplois éligibles et les modalités de versement du Complément indemnitaire annuel (CIA) selon les modalités suivantes :

## I) INSTAURATION DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

### ARTICLE 1 : Bénéficiaires

L'IFSE est attribuée aux agents relevant des cadres d'emplois mentionnés dans les tableaux ci-dessous, titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Le régime indemnitaire est étendu aux agents contractuels de droit public exerçant des fonctions comparables.

### ARTICLE 2 : Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle. Chaque emploi doit être réparti dans un groupe de fonctions. Monsieur le Maire propose de répartir les emplois selon les critères suivants :

| GROUPE  | FONCTIONS EMPLOIS                      | CRITERE 1<br>Encadrement direction,<br>de coordination, de<br>pilotage ou de<br>conception  | CRITERE 2<br>Technicité expertise,<br>expérience ou<br>qualification<br>nécessaire à l'exercice<br>des fonctions | CRITERE 3<br>Sujétions particulières<br>ou degré d'exposition<br>du poste au regard de<br>son environnement<br>professionnel  |
|---|--|---|--|---|
| <b>CADRE D'EMPLOI DES ATTACHES TERRITORIAUX</b>   |  |   |  |   |
| G1  | Directeur général des services         | - Responsabilité d'encadrement direct<br>- Responsabilité de coordination<br>- Responsable de projet et d'opération<br>- Influence du poste sur les résultats | - Connaissances d'expertises<br>- Autonomie<br>- Initiative<br>- Diversité des domaines de compétences           | - Confidentialité<br>- Horaires particuliers<br>- Relations internes/externes<br>- Respect des délais<br>- Responsabilité financière<br>- Risques contentieux<br>- Tension mentale nerveuse |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES REDACTEURS TERRITORIAUX</b> |  |   |  |   |
| G1  | Responsable administratif et financier | - Responsabilité d'encadrement direct<br>- Responsabilité de coordination   | - Connaissances d'expertises<br>Autonomie<br>- Initiative  | - Confidentialité<br>- Horaires particuliers<br>- Relations internes/externes   |

|  |  |   |  |   |
|--|--|---|--|---|
|  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversité des domaines de compétences</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des délais</li> <li>- Responsabilité financière</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Tension mentale nerveuse</li> </ul>  |
| <b>G2</b>  | Autres fonctions                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable d'opération</li> <li>- Ampleur du champ d'action</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Capacité d'adaptation</li> <li>- Appui technique</li> </ul>                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Qualité du travail</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Respect des directives, procédures et règlement intérieur</li> <li>- Respect Des délais</li> </ul>                                       |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS</b>  |  |   |  |   |
| <b>G1</b>  | Chargé d'opération<br>Secrétariat du Maire |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> </ul>        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Qualité du travail</li> <li>- Respect des directives, procédures et règlement intérieur</li> </ul>  |
| <b>G2</b>  | Exécution<br>Accueil<br>Vaguemestre        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté (exécution simple ou interprétation)</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des délais</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Risques contentieux</li> </ul>  |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES INGENIEURS TERRITORIAUX</b>  |  |   |  |   |
| <b>G1</b>  | Directeur des services techniques          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité d'encadrement direct</li> <li>- Responsabilité de coordination</li> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances d'expertises</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Diversité des domaines de compétences</li> </ul>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Horaires particuliers</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Respect des délais</li> <li>- Responsabilité financière</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Tension mentale nerveuse</li> </ul> |
| <b>G2</b>  | Directeur adjoint des services techniques  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité d'encadrement direct</li> <li>- Responsabilité de coordination</li> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances d'expertises</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Diversité des domaines de compétences</li> </ul>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Horaires particuliers</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Respect des délais</li> <li>- Responsabilité financière</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Tension mentale nerveuse</li> </ul> |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES TECHNICIENS TERRITORIAUX</b> |  |   |  |   |
| <b>G1</b>  | Responsable du centre technique            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité d'encadrement direct</li> <li>- Responsabilité de coordination</li> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances d'expertises</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Diversité des domaines de compétences</li> </ul>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Horaires particuliers</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Respect des délais</li> <li>- Responsabilité financière</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Tension mentale nerveuse</li> </ul> |
| <b>G2</b>  | Autres fonctions                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité d'encadrement direct</li> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Diversité des domaines de compétences</li> <li>- Appui technique</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Respect des délais</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Respect des directives, procédures et règlement intérieur</li> </ul>                                      |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES AGENTS DE MAITRISE</b>       |  |   |  |   |
| <b>G1</b>  | Agent de maîtrise principal                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> </ul>   |

|   |                                |   |  |   |
|---|--------------------------------|---|--|---|
| G2  | Agent de maîtrise              | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable d'opération</li> <li>- Responsabilité d'encadrement</li> <li>- Responsable de coordination</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Difficulté (exécution simple ou interprétation)</li> </ul>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité pour la sécurité d'autrui</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Horaires particuliers</li> <li>- Effort physique</li> <li>- Qualité du travail</li> <li>- Respect des directives, procédures et règlement intérieur</li> <li>- Respect des délais</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Valeur du matériel utilisé</li> </ul> |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES ADJOINT TECHNIQUES</b>  |                                |   |  |   |
| G1  | Chargé d'opération             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Difficulté (exécution simple ou interprétation)</li> </ul>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Qualité du travail</li> <li>- Respect des directives, procédures et règlement intérieur</li> <li>- Respect des délais</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Horaires particuliers</li> <li>- Effort physique</li> <li>- Valeur du matériel utilisé</li> </ul>                          |
| G2  | Exécution simple               |   |  |   |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES</b> |                                |   |  |   |
| G1  | Responsable de la bibliothèque | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Ampleur du champ d'action</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances d'expertises</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Appui technique</li> </ul>                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Horaires particuliers</li> <li>- Qualité du travail</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Respect des directives, procédures et règlement intérieur</li> <li>- Respect des délais</li> </ul>  |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES ATSEM</b>   |                                |   |  |   |
| G1  | ATSEM Principal                | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Difficulté (exécution simple ou interprétation)</li> </ul>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Qualité du travail</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Horaires particuliers</li> <li>- Efforts physiques</li> <li>- Vigilance</li> </ul>   |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES INFIRMIERS TERRITORIAUX EN SOINS GENERAUX</b>                     |                                |   |  |   |
| G1  | Responsable de structure       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité d'encadrement direct</li> <li>- Responsabilité de coordination</li> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances d'expertises</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Initiative</li> <li>- Diversité des domaines de compétences</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Horaires particuliers</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Responsabilité pour la sécurité d'autrui</li> <li>- Tension mentale nerveuse</li> <li>- Vigilance</li> </ul>  |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS</b>                                  |                                |   |  |   |

|   |                                   |   |  |   |
|---|-----------------------------------|---|--|---|
| <b>G1</b>   | Responsable de structure          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité de coordination</li> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Ampleur du champ d'action</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances d'expertises</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Initiative</li> <li>- Diversité des domaines de compétences</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Responsabilité pour la sécurité d'autrui</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Tension mentale nerveuse</li> <li>- Vigilance</li> </ul>  |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES TECHNICIENS PARAMEDICAUX TERRITORIAUX</b> |                                   |   |  |   |
| <b>G2</b>   | Adjointe responsable de structure | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité de coordination</li> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Ampleur du champ d'action</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances d'expertises</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Initiative</li> <li>- Diversité des domaines de compétences</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Responsabilité pour la sécurité d'autrui</li> <li>- Risques contentieux</li> <li>- Tension mentale nerveuse</li> <li>- Vigilance</li> </ul>  |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE</b>           |                                   |   |  |   |
| <b>G2</b>   | Exécution simple                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable de projet et d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Difficulté (exécution simple ou interprétation)</li> </ul>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Efforts physiques</li> <li>- Qualité du travail</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Respect des directives, procédures et règlement intérieur</li> <li>- Responsabilité pour la sécurité d'autrui</li> <li>- Vigilance</li> </ul> |
| <b>CADRE D'EMPLOI DES ADJOINTS D'ANIMATION</b>                  |                                   |   |  |   |
| <b>G1</b>   | Exécution simple                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsable d'opération</li> <li>- Influence du poste sur les résultats</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances</li> <li>- Capacité à prendre en compte les besoins du service public et les évolutions du métier et du service</li> <li>- Autonomie</li> <li>- Initiative</li> <li>- Difficulté (exécution simple ou interprétation)</li> </ul>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confidentialité</li> <li>- Efforts physiques</li> <li>- Qualité du travail</li> <li>- Relations internes/externes</li> <li>- Respect des directives, procédures et règlement intérieur</li> <li>- Responsabilité pour la sécurité d'autrui</li> <li>- Vigilance</li> </ul> |

Monsieur le Maire propose de fixer le nombre de groupes de fonctions par cadres d'emplois et les montants maximum annuels correspondants comme suit :

| <b>CADRE D'EMPLOIS</b>  | <b>GROUPE</b> | <b>POSTE</b>                             | <b>IFSE<br/>(Agents non logés)</b> |
|-------------------------|---------------|--|------------------------------------|
| ATTACHE                 | G1            | Directeur Général des Services           | 20 000 €                           |
| REDACTEURS              | G1            | Responsable administratif et financier   | 17 480 €                           |
|                         | G2            | Autres fonctions                         | 8 000 €                            |
| ADJOINTS ADMINISTRATIFS | G1            | Chargée d'opération Secrétariat du Maire | 5 000 €                            |



|   |    |   |          |
|---|----|---|----------|
|   | G2 | Exécution simple - accueil                | 4 000 €  |
| INGENIEURS  | G1 | Directeur des services techniques         | 17 480 € |
|   | G2 | Directeur adjoint des services techniques | 17 480 € |
| TECHNICIENS   | G1 | Responsable du centre technique           | 17 480 € |
|   | G2 | Autres fonctions                          | 8 000 €  |
| AGENTS DE MAITRISE  | G1 | Chargé d'opération                        | 5 000 €  |
|   | G2 | Exécution simple                          | 4 000 €  |
| ADJOINTS TECHNIQUES   | G1 | Chargé d'opération                        | 5 000 €  |
|   | G2 | Exécution simple                          | 4 000 €  |
| ASSISTANT DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUE | G1 | Responsable de la bibliothèque            | 6 000 €  |
| ATSEM   | G1 | ATSEM                                     | 3 000 €  |
| INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX                                | G1 | Responsable de structure                  | 10 000 € |
| EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS                                | G1 | Chargé d'opération                        | 9 000 €  |
| TECHNICIENS PARAMEDICAUX TERRITORIAUX                       | G2 | Adjointe à la responsable                 | 8 000 €  |
| AUXILIAIRES DE PUERICULTURE                                 | G2 | Exécution simple                          | 8 000 €  |
| ADJOINTS D'ANIMATION  | G1 | Exécution simple                          | 4 000 €  |

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet. L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

### **ARTICLE 3 : Réexamen des montants individuels de l'IFSE**

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen :

- ✓ En cas de changement de fonctions ou d'emploi
- ✓ En cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- ✓ En dehors des deux hypothèses précédentes, au moins tous les 4 ans, en fonction de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

Pour la prise en compte de l'expérience professionnelle, il est proposé que soit pris en compte les critères suivants :

- ✓ L'approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation
- ✓ La connaissance de l'environnement de travail et des procédures (interactions avec les partenaires, connaissances des risques, maîtrise des circuits de décision et de consultation...)
- ✓ La gestion d'un évènement exceptionnel permettant d'acquérir une compétence nouvelle, d'approfondir les acquis ou induisant une exposition renforcée et prolongée et des sujétions nouvelles
- ✓ Les formations suivies (en distinguant celles liées au poste, les formations transversales, les formations de préparation aux concours et examens)
- ✓ La capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit l'ancienneté (diffuse son savoir à autrui, force de proposition).

### **ARTICLE 4 : Périodicité de versement de l'IFSE**

L'IFSE est versée mensuellement.

### **ARTICLE 5 : Incidence des congés pour indisponibilité physique sur l'IFSE**

En cas de congé de maladie ordinaire, l'IFSE suit le sort du traitement. Elle est conservée intégralement pendant les trois premiers mois puis réduite de moitié pendant les neuf mois suivants.

En cas de congé de longue maladie, longue durée, le versement de l'IFSE est suspendu. Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, l'IFSE qui lui a été versée durant son congé de maladie ordinaire lui demeure acquise.

Le versement de l'IFSE est maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations spéciales d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, accidents de service, maladies professionnelles reconnues et congés pour formation syndicale. En cas de temps partiel thérapeutique, l'IFSE est versée au prorata de la durée effective de service.

## II) INSTAURATION DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

### ARTICLE 1 : Bénéficiaires

Le CIA est attribué aux agents relevant des cadres d'emplois mentionnés dans les tableaux ci-dessous, titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Le régime indemnitaire est étendu aux agents contractuels de droit public exerçant des fonctions comparables.

### ARTICLE 2 : Principe

Le CIA est versé en fonction de la manière de servir et de l'engagement professionnel de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel. Le montant individuel du CIA est déterminé en tenant compte des critères suivants :

- ✓ Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- ✓ Les compétences professionnelles et techniques
- ✓ La manière de servir et les qualités relationnelles
- ✓ La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur

Au vu des groupes de fonctions retenus pour le versement de l'IFSE, les plafonds annuels sont fixés par cadre d'emplois comme suit :

| CADRE D'EMPLOIS   | GROUPE | POSTE  | CIA<br>(Agents non logés) |
|---|--------|--|---------------------------|
| ATTACHE   | G1     | Directeur Général des Services                   | 4 000 €                   |
| REDACTEURS  | G1     | Responsable administratif et financier           | 2 380 €                   |
|   | G2     | Autres fonctions                                 | 2 000 €                   |
| ADJOINTS ADMINISTRATIFS                                     | G1     | Chargée d'opération<br>Secrétariat du Maire      | 1 250 €                   |
|   | G2     | Exécution simple - accueil                       | 1 000 €                   |
| INGENIEURS  | G1     | Directeur des services techniques                | 2 500 €                   |
|   | G2     | Adjoint au directeur des services techniques     | 2 500 €                   |
| TECHNICIENS   | G1     | Responsable du centre technique                  | 2 380 €                   |
|   | G2     | Autres fonctions                                 | 2 000 €                   |
| AGENTS DE MAITRISE  | G1     | Chargé d'opération                               | 1 250 €                   |
|   | G2     | Exécution simple                                 | 1 000 €                   |
| ADJOINTS TECHNIQUES   | G1     | Chargé d'opération                               | 1 250 €                   |
|   | G2     | Exécution simple                                 | 1 000 €                   |
| ASSISTANT DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUE | G1     | Responsable de la bibliothèque                   | 1 500 €                   |
| ATSEM   | G1     | ATSEM  | 750 €                     |
| INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX                                | G1     | Responsable de structure                         | 2 500 €                   |
| EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS                                | G1     | Responsable de structure -<br>Chargé d'opération | 1 500 €                   |

|  |    |   |         |
|--|----|---|---------|
| TECHNICIENS PARAMEDICAUX<br>TERRITORIAUX | G2 | Adjointe à la responsable de<br>structure | 1 000 € |
| AUXILIAIRES DE PUERICULTURE              | G2 | Exécution simple                          | 1 000 € |
| ADJOINTS D'ANIMATION                     | G1 | Exécution simple                          | 1 000 € |

Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.  
Tous les agents appartenant aux groupes de fonctions susvisés peuvent prétendre à cette prime.  
Le montant sera proratisé selon la durée travaillée durant l'année écoulée.  
L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté fixant un pourcentage du montant maximum annuel du CIA.

#### **ARTICLE 3 : Périodicité de versement du CIA**

Le CIA sera réactualisé en fonction des résultats de l'entretien individuel annuel au mois de juin de l'année N.

#### **ARTICLE 4 : Périodicité de versement du CIA**

Le CIA est versé mensuellement.

#### **ARTICLE 5 : Incidence des congés pour indisponibilité physique sur le CIA**

Il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'impact du congé sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par un ajustement à la baisse du montant du CIA sur l'année en cours.

### **III) DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1 : Date d'effet**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01 février 2024.

#### **ARTICLE 2 : Clause de revalorisation**

Les montants maxima (plafonds) évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

#### **ARTICLE 3 : Crédits budgétaires**

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget chaque année au chapitre 012.

#### **ARTICLE 4 : Abrogation des délibérations antérieures**

Toutes dispositions antérieures portant sur des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir sont abrogées pour les cadres d'emplois concernés par la présente délibération.

*Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, l'unanimité,*

- *Abroge la délibération N°2023/12/16 du 18 décembre 2023.*
- *Instaure l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus.*
- *Instaure le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus.*

|            |  |
|------------|--|
| 2024-01-07 | Lieu d'implantation de l'anneau de détection des bois mitraillés sur les terrains de l'ancien stand de tir |
|------------|--|

En septembre 1943, des bombardements importants ont eu lieu de la part des forces alliées pour détruire la gare de Modane et les usines de la vallée. D'autres combats au sol, notamment en frontière, ont été d'une rare violence. En dommages collatéraux, de nombreuses bombes ont atteint les secteurs forestiers. Les éclats des obus se sont incrustés dans les arbres et ces derniers ont poursuivi leur croissance.

Aujourd'hui, ces arbres sont prêts à être récoltés mais, en cas de mitraille au sein du bois, ils sont sans valeur si une détection facile ne peut pas être réalisée. Leur seul débouché est le bois énergie à un prix de vente très bas, sans compter que la seule demande locale ne peut absorber la totalité du volume.

Pour ces bois mitraillés de la Haute Vallée de Maurienne, environ 5 000 m<sup>3</sup> /an pourraient être convenablement commercialisés en bénéficiant d'un détecteur de métaux. Une valorisation en bois d'œuvre serait ainsi possible, générant un bénéfice carbone important (stockage dans les produits bois, substitution à d'autres matériaux plus énergivores). Précisément, on estime que, sur les 8 communes de Haute Maurienne concernées (périmètre de la

CCHMV sauf Bessans et Bonneval-sur-Arc), près d'un tiers du volume récoltable (possibilité des forêts) chaque année est susceptible d'être mitraillé, ce qui représente 4 300 m<sup>3</sup> /an.

La gestion de cet anneau de détection sera confiée à une SEM composée de communes, de la CCHMV, d'exploitants forestiers locaux, de transporteurs et d'établissement bancaires. Cette SEM est en cours de création.

Le terrain nécessaire à l'activité de la future SEM nécessite une surface d'environ 5 000 m<sup>2</sup> à louer ou à acheter accessible et raccordable électriquement.

Après avoir recherché des emplacements dans différents secteurs de la Communauté de communes selon les critères exposés ci-dessus, la position centrale et le coût de revient, ont conduit à regarder les terrains de l'ancien stand de tir.

Ce dossier, présenté en commission des travaux en décembre 2023 a reçu un avis favorable avec la condition suivante : l'accès se fera par la route de contournement et à la fin du chantier TELT, si comme prévu dans la convention les élus décident la suppression de la route de contournement du côté des jardins, l'accès se fera uniquement par le côté « ouest ».

Il est donc proposé à l'assemblée d'implanter l'anneau de détection des bois mitraillés sur les terrains de l'ancien stand de tir situés au lieudit La Foliaz.

Cette décision permettra de poursuivre le travail juridique et financier de ce projet. Le choix d'une location ou d'une vente sera décidé ultérieurement par une autre délibération.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 16 voix pour, 3 contre (Thierry THEOLIER, Géraldine BOTTE, Jean-Michel OSTORERO) et 1 abstention (Bruno COBUS)**

- **Approuve l'implantation de l'anneau de détection des bois mitraillés sur les terrains de l'ancien stand de tir situés au lieudit La Foliaz avec la condition proposée par la commission des travaux : l'accès se fera par la route de contournement et à la fin du chantier TELT, si comme prévu dans la convention les élus décident la suppression de la route de contournement du côté des jardins, l'accès se fera uniquement par le côté « ouest ».**

|            |   |
|------------|---|
| 2024-01-08 | Bilan des acquisitions et cessions 2023 |
|------------|---|

L'article L.2241-1 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dispose que «le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du Conseil municipal.

Ce bilan est annexé au compte administratif.

Ce bilan, pour l'année 2023, est décliné dans l'annexe jointe au procès-verbal.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, prend acte du bilan des acquisitions et cessions réalisées en 2023 conformément à l'annexe jointe au procès-verbal.**

|            |  |
|------------|--|
| 2024-01-09 | Convention constitutive d'un groupement de commandes entre le SDES et la Commune pour les études et travaux coordonnés : enfouissement de réseaux « secs », mise en séparatif, rénovation de réseaux humides et réfection de la voirie – Quartier des Hauts de Loutraz |
|------------|--|

Dans le cadre des études et travaux coordonnés d'enfouissement de réseaux « secs », de mise en séparatif, de rénovation de réseaux humides et de réfection de la voirie, la Commune et le SDES se sont rapprochées pour constituer un groupement de commandes conformément au Code de la Commande Publique, et plus particulièrement ses articles L.2113-6 et L.2113-7, qui encadrent les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

La Commune de Modane, coordonnateur du groupement de commandes, lancera la procédure d'appel d'offres et la réception par voie dématérialisée des offres.

Il convient donc d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes qui détermine les règles de fonctionnement du groupement.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- *Approuve la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le SDES et la Commune pour les études et travaux coordonnés d'enfouissement de réseaux « secs », de mise en séparatif, de rénovation de réseaux humides et de réfection de la voirie Quartier des Hauts de Loutraz.*
- *Approuve la tenue du rôle de coordonnateur du groupement par la Commune.*
- *Autorise Monsieur le Maire à la signer ainsi que tous documents afférents à ce dossier.*

|            |                                     |
|------------|-------------------------------------|
| 2024-01-10 | Débat d'orientation budgétaire 2024 |
|------------|-------------------------------------|

Les éléments financiers ont été présentés en séance.

|            |   |
|------------|---|
| 2024-01-11 | Budget principal : autorisation d'engagement et de mandatement des dépenses d'investissement année 2024 |
|------------|---|

La délibération n°11 est a été retirée de l'ordre du jour.

|            |   |
|------------|---|
| 2024-01-12 | OPAC de la Savoie : Garantie de prêt pour la réhabilitation des immeubles «Le Seuil» et «Les Sarrazins» |
|------------|---|

L'OPAC de la Savoie a engagé les travaux de réhabilitation de 81 logements locatifs dans les immeubles «Le Seuil» et «Les Sarrazins», situés 525 cours Aristide Briand – 95 rue du Mont Cenis – 35 rue du Seuil à Modane.

La Caisse des Dépôts et Consignations ayant accordé un prêt de 5 550 314 euros à l'OPAC pour ces travaux, il convient que la Commune accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement de ce prêt soit la somme de 2 775 157 euros.

*Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 11 voix pour et 9 abstentions (Cornelia THEOLIER, Christian SIMON, Stéphanie LEFOULON, Bruno COBUS, Yann CHABOISSIER, Laurence PETINOT-GAGNIERE, Humberto FERNANDES, Géraldine BOTTE, Gabrielle GINDRE),*

**ARTICLE 1 :** *L'assemblée délibérante de la commune de Modane accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 550 314 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°153354 constitué de 2 lignes du prêt.*

*La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 775 157 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.*

*Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.*

**ARTICLE 2 :** *La garantie est apportée aux conditions suivantes :*

*La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.*

*Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.*

**ARTICLE 3 :** *Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.*

|            |   |
|------------|---|
| 2024-01-13 | Caisse d'Allocations Familiales de la Savoie : Convention d'objectifs et de financement 2024/2028 Halte-garderie « Les Diablotins » |
|------------|---|

Monsieur FERNANDES présente la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) pour la halte-garderie « Les Diablotins » à Valfréjus.

Il indique que la convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service unique selon les conditions ci-dessous :

- Pour la CAF :
  - Engagement à verser la prestation de service sous forme d'acompte sur production de justificatifs

annuels.

- Ajustement annuel basé sur le bilan d'activité de la structure.
- Durée de conventionnement : du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028.

➤ Pour la Commune :

- Respect des conditions édictées par la CAF, ainsi que des obligations légales et réglementaires.
- Mise en œuvre d'un projet éducatif et/ou social de qualité avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.
- Respect des obligations légales et réglementaires (agrément, assurance, accueil du public,...).
- Respect de la « Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires ».
- Mention du partenariat avec la CAF sur affiches, publications, interventions,...
- Transmission des informations à la CNAF à des fins statistiques.

Monsieur FERNANDES précise que cette convention intègre également les conditions d'octroi :

- D'un bonus « inclusion handicap » visant à favoriser la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement des enfants en situation de handicap avec les autres enfants.
- D'un bonus « mixité sociale » visant à favoriser l'accueil des enfants issus de familles vulnérables dans les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 19 voix pour et 1 contre (Humberto FERNANDES)**

- **Approuve la convention d'objectifs et de financement avec la CAF de la Savoie, à conclure pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028 pour la halte-garderie « Les Diablotins ».**
- **Autorise Monsieur le Maire, à signer tous les documents et engager toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette convention.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h37.

Fait à Modane, le 15 février 2024.

Le Secrétaire de séance,



Ludovic TISSIER

Le Maire,  
  
Jean-Claude RAFFIN

## Annexe 1 : Modification de la composition des commissions municipales

| Commission des Finances            |
|------------------------------------|
| Vice-président<br>Thierry THEOLIER |
| FERNANDES Humberto                 |
| BRENIER Natacha                    |
| TAT Hakan                          |
| SANDFORD Érica                     |
| PETINOT-GAGNIERE Laurence          |
| CHABOISSIER Yann                   |
| OSTORERO J. Michel                 |
| CHAUVEYON Christophe               |
| LOGER Daniel                       |
| SIMON Christian                    |
| BOTTE Géraldine                    |

| Commission Jumelage avec Bardonecchia |
|---------------------------------------|
| Vice-présidente<br>Géraldine BOTTE    |
| BRENIER Natacha                       |
| BALZER Christa                        |
| FERNANDES Humberto                    |
| LEPOULON Stéphanie                    |
| VOLLEAU Katia                         |
| LOGER Daniel                          |
| KUSZINSKI Stéphanie                   |

| Commission «Politique de la ville et urbanisme» |
|---|
| Vice-président<br>Humberto FERNANDES            |
| TAT Hakan                                       |
| BALZER Christa                                  |
| CHAUVEYON Christophe                            |
| LOGER Daniel                                    |
| SANDFORD Érica                                  |
| OSTORERO J. Michel                              |
| VOLLEAU Katia                                   |
| PETINOT-GAGNIERE Laurence                       |
| BRENIER Natacha                                 |
| KUSZINSKI Stéphanie                             |
| THEOLIER Thierry                                |
| WISE Véronique                                  |
| CHABOISSIER Yann                                |

| Commission «Agriculture - forêts - espaces naturels - APN» |
|--|
| Vice-présidente<br>Laurence PETINOT-GAGNIERE               |
| COBUS Bruno  |
| LOGER Daniel   |
| SANDFORD Érica   |
| BRENIER Natacha  |
| KUSZINSKI Stéphanie  |
| LEPOULON Stéphanie   |
| CHABOISSIER Yann   |

| Commission «Développement local et touristique» |
|---|
| Vice-président<br>Yann CHABOISSIER              |
| COBUS Bruno                                     |
| BALZER Christa                                  |
| CHAUVEYON Christophe                            |
| LOGER Daniel                                    |
| SANDFORD Érica                                  |
| GINDRE Gabriëlle                                |
| BOTTE Géraldine                                 |
| TAT Hakan                                       |
| FERNANDES Humberto                              |
| OSTORERO J. Michel                              |
| THEOLIER Corneïa                                |
| VOLLEAU Katia                                   |
| BRENIER Natacha                                 |
| KUSZINSKI Stéphanie                             |
| THEOLIER Thierry                                |

| Commission «Grand chantier»     |
|---------------------------------|
| Président<br>Jean-Claude RAFFIN |
| COBUS Bruno                     |
| CHAUVEYON Christophe            |
| LOGER Daniel                    |
| SANDFORD Érica                  |
| TAT Hakan                       |
| FERNANDES Humberto              |
| PETINOT-GAGNIERE Laurence       |
| CHABOISSIER Yann                |

| Commission des travaux            |
|-----------------------------------|
| Vice-présidente<br>Érica SANDFORD |
| Tous les élus                     |

| Commission «Développement durable»           |
|--|
| Vice-présidente<br>Laurence PETINOT-GAGNIERE |
| CHAUVEYON Christophe                         |
| LOGER Daniel                                 |
| SANDFORD Érica                               |
| TAT Hakan                                    |
| BRENIER Natacha                              |
| CHABOISSIER Yann                             |

| Commission «Vivre ensemble»                 |
|---|
| Vice-président<br>Laurence PETINOT-GAGNIERE |
| FERNANDES Humberto                          |
| LOGER Daniel                                |
| OSTORERO Jean-Michel                        |
| BOTTE Géraldine                             |
| COBUS Bruno                                 |
| BALZER Christa                              |
| SIMON Christian                             |
| SANDFORD Érica                              |
| GINDRE Gabriëlle                            |
| VOLLEAU Katia                               |
| PETINOT-GAGNIERE Laurence                   |
| TISSIER Ludovic                             |
| BRENIER Natacha                             |
| KUSZINSKI Stéphanie                         |
| LEPOULON Stéphanie                          |
| THEOLIER Thierry                            |
| WISE Véronique                              |
| CHABOISSIER Yann                            |

**Annexe 2 : Tableau des emplois permanents au 1<sup>er</sup> janvier 2024**

| POSTES   | CREES     | POURVUS   | STATUT |
|--|-----------|-----------|--------|
| <b>ADMINISTRATIF</b>   |           |           |        |
| Directeur Général des Services   | 1         | 0         | Vacant |
| Attaché Territorial  | 1         | 1         |        |
| Rédacteur  | 2         | 2         |        |
| Adjoint Administratif Principal 1ère classe  | 3         | 3         |        |
| Adjoint Administratif Principal 2ème classe  | 1         | 1         |        |
| Adjoint Administratif Principal de 2ème classe TNC (28h)                                       | 1         | 1         |        |
| Adjoint Administratif  | 2         | 1         |        |
| Adjoint Administratif TNC (17h50)  | 1         | 0         |        |
|  | <b>12</b> | <b>9</b>  |        |
| <b>TECHNIQUE</b>   |           |           |        |
| Ingénieur Principal territorial  | 1         | 1         |        |
| Ingénieur Territorial  | 1         | 1         |        |
| Technicien Principal 2ème classe   | 1         | 1         |        |
| Technicien Territorial   | 1         | 0         |        |
| Agent de Maîtrise Principal  | 5         | 4         |        |
| Agent de Maîtrise  | 1         | 0         |        |
| Adjoint Technique Principal de 1ère classe   | 1         | 1         |        |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe  | 4         | 4         |        |
| Adjoint Technique  | 6         | 5         |        |
|  | <b>22</b> | <b>17</b> |        |
| <b>POLICE MUNICIPALE</b>   |           |           |        |
| Gardien-Brigadier  | 1         | 1         |        |
|  | <b>1</b>  | <b>1</b>  |        |
| <b>ECOLES &amp; CANTINE</b>  |           |           |        |
| ATSEM Principal de 2ème classe   | 2         | 2         |        |
| ATSEM Principal de 2ème classe TNC (28h)   | 1         | 1         |        |
| Adjoint Technique Principal de 2ème classe   | 1         | 1         |        |
| Adjoint Technique TNC (31h)  | 1         | 0         |        |
| Adjoint Technique TNC (17h30)  | 1         | 1         |        |
|  | <b>6</b>  | <b>5</b>  |        |
| <b>ENTRETIEN DES LOCAUX</b>  |           |           |        |
| Adjoint technique  | 1         | 1         |        |
| Adjoint Technique TNC (28h)  | 1         | 0         |        |
| Adjoint Technique Principal 2ème classe TNC (13h50)  | 1         | 0         |        |
| Adjoint Technique TNC (17h30)  | 1         | 1         |        |
| Adjoint Technique TNC (21h)  | 1         | 1         |        |
| Adjoint Technique TNC (7h)   | 1         | 0         |        |
|  | <b>6</b>  | <b>3</b>  |        |
| <b>BIBLIOTHEQUE</b>  |           |           |        |
| Assistant territorial principal 1ère classe de conservation du patrimoine et des bibliothèques | 1         | 1         |        |
|  | <b>1</b>  | <b>1</b>  |        |
| <b>GARDERIE VALFREJUS</b>  |           |           |        |
| Educateur de jeunes enfants TNC (20h)  | 1         | 1         |        |
|  | <b>1</b>  | <b>1</b>  |        |
| <b>Total général</b>   | <b>49</b> | <b>37</b> |        |



### Annexe 3 : Bilan des acquisitions et cessions 2023

| CESSIONS             | Date du CM               | Date de l'acte notarié | Parcelles   | Surface totale cédée   | Montant de la cession/m <sup>2</sup> | Nature             | Zonage PLU | Acquéreur            | Montant de la vente |
|----------------------|--------------------------|------------------------|---|--|--------------------------------------|--------------------|------------|----------------------|---------------------|
|                      | 31/01/2022               | 31/03/2023             | B 1225 (ex 1206p)                                 | 566 m <sup>2</sup>   | 25 €                                 | sol                | UE         | SARL LELA            | 14 150 €            |
|                      | 30/01/2023 et 27/02/2023 | 27/04/2023             | C 4527 et C4528 (ex C 444p) et C 4530 (ex C4201p) | 95 m <sup>2</sup> + 36 m <sup>2</sup>                        | 20 € (terrain)                       | grange + terrain   | Uab        | M. et Mme SANTOS     | 5 220 €             |
|                      | 26/09/2022               | 19/06/2023             | C 4485p   | 208 m <sup>2</sup> + 110 m <sup>2</sup> = 318 m <sup>2</sup> | 35 € / 50 €                          | terrain            | Uc         | M.BLANCHETTI Roberto | 12 780 €            |
|                      | 12/12/2022               | 23/06/2023             | C 2702 - lot 2                                    | 7,68 m <sup>2</sup>  | 90 €                                 | dépendances (cave) | Uab        | M.SAOUD Kamel        | 691 €               |
|                      | 12/12/2022               | 23/06/2023             | C 2702 - lot 40                                   | 12,45 m <sup>2</sup>   | 100 €                                | grenier            | Uab        | M.LOGER Daniel       | 1 000 €             |
|                      | 04/05/2023               | 23/06/2023             | C 2702 - lots 9                                   | 12,60 m <sup>2</sup>   | 90                                   | cave               | Uab        | M. et Mme SARETTA    | 1 021 €             |
|                      | 29/03/2023               | 23/06/2023             | C 2702 - lots 37 et 43                            | 12,30 m <sup>2</sup> + 14,02 m <sup>2</sup>                  | 90 €                                 | grenier            | Uab        | M. et Mme SARETTA    | 2 369 €             |
|                      | 13/12/2022               | 23/06/2023             | C 2702 - lots 10 et 16                            | 8,06 m <sup>2</sup> + 7,82 m <sup>2</sup>                    | 90 €                                 | cave               | Uab        | M.LGGER Daniel       | 1 428 €             |
|                      | 26/09/2022               | 11/10/2023             | C 4485p   | 221 m <sup>2</sup>   | 35 €                                 | terrain            | Uc         | M. et Mme COSTA      | 7 735 €             |
| Montant des cessions |                          |                        |   |  |                                      |                    |            |                      | 46 394 €            |

| ACQUISITIONS             | Date du CM | Date de l'acte notarié | Parcelles   | Surface totale acquise | Montant de l'acquisition/m <sup>2</sup> | Nature  | Zonage PLU            | Vendeur                            | Montant de l'acquisition |
|--------------------------|------------|------------------------|---|------------------------|---|---------|-----------------------|------------------------------------|--------------------------|
|                          | 29/03/2023 | 13/07/2023             | C 3586 - C 3575 - C 3577 - C 3587 - C 3572 - C 3583 - C 3582 - C 3571 et C 3555   | 382 m <sup>2</sup>     | montant forfaitaire                     | terrain | UZ                    | SCI du centre-ville                | 48 000 €                 |
|                          | 26/05/2023 | 20/11/2023             | A 487 - A 572 - A 772 - A 930 - A 1993 - D 305 - D153(BND) - C 113 - G 563 - G566 - G 569 - G 589 - G 593 - G 647 - G 649 - G 657 - G 638 | 21 562 m <sup>2</sup>  | montant forfaitaire global              | terrain | A - As - N Aust - Npx | Cts GONTJER-LAPERETTE-BARRAL BARON | 5 000 €                  |
| Montant des acquisitions |            |                        |   |                        |   |         |                       |                                    | 53 000 €                 |

